



Transdev IDF

Mercredi 17 janvier 2024

Macron a formé son quinze, jetons-nous dans la mêlée !

C'est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, Premier ministre. Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins de la grande bourgeoisie

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « marre » des « paquets d'heures non sérieusement remplacées » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, établissement privé d'élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. Oudéa-Castéra n'est pas une inconnue des milieux d'affaires, puisqu'elle a été conseillère du directeur général d'Axa et a pour conjoint le président de Sanofi.

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive », « recel d'abus de pouvoir » et « trafic d'influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux. Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquels mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « son premier combat ». Les prix alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %. Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « perdu » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires. Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros.

Mettre le bazar dans leurs projets !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (94) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier. La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meuran-Les Mureaux (78) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches. Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « Si Blandecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 7 janvier. Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu'il le faudra !

Transdev vend du rêve pour les JO

Transdev a créé une société spécialement dédiée à l'exploitation des salariés affectés aux JO, nommée « Transdev 2024 ». Elle doit trouver près de 800 conducteurs, afin d'assurer les services promis ! Et pour garantir le bon business des JO, Transdev comme Keolis et RATP qui assureront eux aussi des services dédiés aux JO, la course aux volontaires bat son plein, en contexte de pénurie dans le métier. La faute à qui s'il manque des conducteurs de bus ? L'entreprise va même jusqu'à rappeler des retraités ! Il faut dire qu'avec nos salaires qui ne suivent même pas l'inflation et les conditions de travail, les candidats ne vont pas se presser... Ce qu'il faut, c'est une augmentation générale de tous les salaires de plus de 400 euros nets par mois !

Un nouveau dépôt flambant neuf mais avec beaucoup de défauts...

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la direction qui exploite le nouveau dépôt de Méré, qui appartient à la DSP Transdev Sud-Yvelines, n'a pas anticipé le bon déroulement des services de lignes de bus puisqu'il manque à la fois des pompes à essence et des places pour tous les bus... Ce joyeux bazar a fortement perturbé le boulot à Méré mais aussi à Noisy-le-Roi, Maule et Boivre-le-Gaillard, où se situent d'autres dépôts de cette immense DSP. Ceux qui exploitent le dépôt de Méré ne donnent pas beaucoup d'informations aux conducteurs sur la suite des opérations pour que ce soit totalement fonctionnel. En attendant, les conducteurs sont obligés de s'organiser par eux-mêmes pour pallier aux manques... Comme quoi on n'a pas besoin d'eux !

Des problèmes qui font effet boule de neige...

En attendant que les installations soient effectuées sur le nouveau dépôt de bus de Méré, les conducteurs vont au dépôt de bus Transdev des Gâtines pour faire le plein d'essence avec l'aide d'un badge qui est à proximité de la pompe à essence. Sauf que cela provoque la multiplication de problèmes puisque les conducteurs de bus du dépôt de Méré sont obligés de faire plus de 15 km pour atteindre la seule pompe à essence qui alimente à la fois les bus des dépôts de Méré et aux Gâtines. Cela crée un embouteillage sur la route qui fait parfois perdre jusqu'à 45 minutes de temps pour faire un plein. Du temps qui s'ajoute aux emplois du temps déjà bien chargés. Mais les conducteurs des deux dépôts se côtoient, de quoi prendre le temps de discuter de nos problèmes... Et c'est sur toutes les DSP que la direction bien installée dans les bureaux et qui n'est pas confrontée au terrain, se montre incapable de

répondre de manière efficace aux problèmes. Le groupe Transdev empoche les bénéfices sur le dos des travailleurs, c'est le monde qui marche sur la tête !-

Des collègues appelés à la rescousse

Plusieurs dizaines de services n'ont pas pu être assurés depuis le 1^{er} janvier sur la nouvelle délégation de services pourris n°30. SAVAC aurait « retenu » ses conducteurs qui devaient être transférés à Transdev Sud-Yvelines, pour pouvoir assurer les services d'une autre DSP... Les patrons se font la guerre pour mieux nous dépecer, au mépris total des travailleurs et des écoliers, obligés de faire du stop pour pouvoir se rendre à l'école, faute de bus. Et à la suite d'un coup de fil de Péresse (présidente de la région et d'IdFM), complice de nos patrons, c'est des collègues de plusieurs dépôts qui doivent combler les trous de cette anarchie capitaliste, au mépris de leur santé. Ils ont besoin de nous plus que jamais, imposons nos conditions !

Transdev se montre bien incapable de répondre à des besoins !

En plus du manque de conducteurs pour assurer les services, dans l'ensemble des dépôts, il manque également des formateurs et des médiateurs dans certains dépôts comme celui de Méré. Les conducteurs sont alors obligés de se former entre eux sur de nouvelles lignes ou alors se débrouiller par eux-mêmes. Les appareils que les conducteurs de bus ont à dispositions, comme les GPS et d'autres logiciels, plantent souvent en plein service et ne suffisent pas pour remplacer ces postes. Nous ne sommes pas obligés de nous soumettre au bon vouloir de la direction !

2024 : c'est reparti pour un tour ?

A Vaux-le-Pénil les nouveaux roulements sont arrivés, pas de surprise c'est toujours pire. Il ne suffit pas de nous envoyer des messages moralisateurs sur le service public pour y croire. Si Transdev voulait vraiment améliorer le service, cela passe par des effectifs, de meilleures conditions de travail et de salaires et du matériel à la hauteur.

On nous cherche des poux !

Non contents de nous imposer des conditions de travail dégradées, la direction nous cherche sur les arrêts maladies, nous force la main pour travailler avec du matériel limite pour la sécurité. Quitte à menacer et sanctionner. Ce qui nous donne des raisons supplémentaires pour préparer une riposte quand nous le décideront ensemble !